

Résumé de la recherche TransSOL 5: Solidarité transnationale dans le domaine public

Analyse des médias : Identités collectives et solidarité publique (WP5)

Introduction

L'opinion publique sur les réfugiés telle que représentée dans les médias s'est montrée très favorable de manière générale, du moins au début. Initiée par la décision allemande d'« ouvrir les frontières », la solidarité européenne a pris de l'ampleur depuis la relocalisation au cœur même de l'Europe des tragédies humanitaires connues au-delà des frontières. En ce mois de septembre 2015, les journaux ont signalé avec enthousiasme la « culture de l'accueil » et montré le grand élan de solidarité des citoyens envers les réfugiés nouvellement arrivés. Or, suite aux événements ayant eu une forte influence, comme les attentats terroristes de Paris, le mois de septembre 2015 a marqué le début d'une contestation politique grandissante sur la gestion de la migration et l'intégration des réfugiés, restant en grande partie confinée au contexte national. En marquant le désaccord entre les politiciens et les autres acteurs, l'analyse menée pour ce groupe de travail TransSOL montre à quel point il est difficile pour les peuples européens - et surtout les politiciens - formellement unis dans la solidarité, d'interpréter et de concrétiser la solidarité, en particulier dans le contexte de l'intégration européenne.

Faits et analyse

De manière plus générale, la solidarité a été définie comme la volonté de partager des ressources avec autrui. Cet aspect semble particulièrement important quand on parle de réfugiés venant chez nous, de personnes qui

ont souvent perdu ou laissé derrière eux tous leurs biens, voire une partie de leur famille dans des pays incertains et ravagés par la guerre. L'intérêt du sujet a considérablement augmenté avec l'arrivée du très grand nombre de demandeurs d'asile mi-2015. Ce que l'on appelle la « crise » des réfugiés a ensuite été alimentée par la décision de la chancelière allemande Angela Merkel de suspendre le règlement de Dublin exigeant que les demandeurs d'asile soient enregistrés dans leur pays de première entrée dans l'UE. Cela signifiait que les réfugiés pouvaient être refusés aux frontières des pays qui n'étaient pas leurs pays de première entrée et, en suspendant le règlement les réfugiés pouvaient désormais aller librement en Allemagne. La décision a d'abord été célébrée comme une victoire historique des droits de l'homme sur les intérêts nationaux, mais a été plus tard de plus en plus considérée comme naïve et irresponsable, ouvrant les portes aux terroristes et aux soi-disant migrants économiques des pays sûrs « ne méritant pas » d'aide. Globalement, la vague importante de réfugiés arrivés dans l'UE en septembre 2015 et les mois suivants a été une autre épreuve décisive pour la solidarité européenne, déjà érodée par les crises précédentes. C'est justement sur cette contestation de solidarité que le cinquième groupe de travail de TransSOL s'est concentré.

La politique des réfugiés est surtout contestée dans les médias d'informations, où les enjeux sont présentés de mille façons, et leurs partisans et opposants vont devant un public plus large. En examinant la contestation de la solidarité dans les médias, TransSOL s'ajoute à la discussion politique et académique exist-

tante, concentrée sur l'image de la « crise » et des réfugiés en tant que tels. Les équipes de TransSOL ont analysés notamment les revendications, puis les commentaires des utilisateurs de Facebook, pour savoir qui est en faveur de la solidarité avec les réfugiés et pour quelles raisons.

Divisé dans la solidarité : entre la « culture de l'accueil » et la gestion de la migration

Les représentants politiques dominent lourdement le débat sur la solidarité avec les réfugiés, comme souvent dans les médias (et particulièrement en temps de crises), tout en paraissant moins favorables. Les acteurs de la société civile sont en revanche plus discrets, mais manifestent leur solidarité envers les réfugiés.

Plus concrètement, les revendications étaient plus en faveur de la solidarité en 2015 qu'en 2016 (Figure 1). En comparant les courbes avec les événements qui se sont réellement produits, les baisses sont liées directement aux attentats du 13 novembre 2015 à Paris et aux événements du nouvel an 2015/2016 à Cologne. En associant les réfugiés à une image de terroristes ou d'agresseurs, ces événements ont nettement fait chuter l'élan de solidarité envers les réfugiés au profit des opposants exploitant les craintes des citoyens face au terrorisme et à la xénophobie.

Les acteurs politiques ont été plus présents dans le débat : les acteurs politiques (représentants d'une institution s'apparentant à l'état, par ex. membres de parlement, de ministères, d'organes exécutifs, de mairies, de parlements régionaux, de l'ONU ou de l'UE) étaient les protagonistes de 72% des revendications que nous avons codées. Les autres étaient des représentants de la société civile au sens le plus large (par ex. syndicats, ONG, groupes et organisations politiques, citoyens

ou église), des instituts de recherche, des entreprises ainsi que d'autres acteurs économiques, médias, journalistes ou célébrités. L'examen de la solidarité manifestée au sein des deux groupes d'acteurs politiques et non politiques révèle un véritable fossé : en suivant des tendances similaires, les acteurs politiques étaient en moyenne bien plus pessimistes que les autres protagonistes (Figure 2).

Les protagonistes nationaux étaient aussi plus importants (61% de toutes les revendications) (Figure 3 et Figure 4), tandis que les régionaux (19%) et les transnationaux (20%) étaient plus discrets, mais presque aussi nombreux. En matière de solidarité, un niveau régional équivaut à un degré supérieur, ce qui montre que les acteurs en contact immédiat avec les réfugiés - arrivant à leurs gares ou atterrissant sur leur île - approuvent aussi davantage leur soutien. Pour les acteurs de dimension nationale, les résultats sont plutôt décevants et montrent une forte tendance négative. Mais, la solidarité est plus soutenue pour les protagonistes locaux (du pays d'où les revendications ont été codées) que pour les protagonistes nationaux venant d'autres pays au sein ou en dehors de l'UE. La tendance négative semble donc surtout « venir » de l'extérieur.

La prédominance des acteurs politiques est directement liée au fait que la gestion de la migration (gestion des frontières, enregistrement des demandeurs d'asile, relocalisation des réfugiés ou coopération avec des pays non membres de l'UE tels que la Turquie pour le maintien des réfugiés dans leur pays) était la question la plus traitée dans tous les pays (Tableau 1). Les revendications sur la gestion de la migration semblaient également plus critiques à l'égard des réfugiés (Figure 5). Les causes de la migration ou l'origine et le sort des réfugiés, ayant surtout été discuté dans une logique de solidarité, étaient placés au deuxième rang dans la plupart des pays. Cela laisse entendre que les causes de la crise des réfugiés sont reconnues comme une raison

légitime pour les réfugiés de quitter leur foyer et de chercher une vie meilleure ailleurs.

Sur la question de l'intégration des réfugiés, l'approche des protagonistes était plutôt positive à l'égard des réfugiés. Les conséquences problématiques de l'afflux massif de réfugiés, mais aussi de l'intégration à long terme des réfugiés, ont pourtant fait l'objet d'un débat plutôt négatif. Ainsi, si le soutien de la solidarité semble plus facile en abordant les causes de la crise, la concrétisation de la solidarité est un sujet plus contesté lorsqu'il s'agit de l'intégration des réfugiés. Enfin, les affirmations liées à la société civile ainsi qu'aux actions et au volontariat des citoyens étaient extrêmement positives et reflétaient le rôle solidaire de ces acteurs, qui compensait souvent les insuffisances des autorités confrontées à une charge de travail toujours plus lourde.

Les revendications ont pris la forme de décisions politiques (17,7%), d'actions directes de solidarité et d'aide humanitaire (7,5%), d'actions de protestation (10,4%) et de déclarations verbales (64,4%). En examinant les acteurs politiques, c'est-à-dire les représentants d'une institution s'apparentant à l'état (par ex. chancelier, maire, secrétaire général de l'ONU, commissaire européen ou député), les déclarations verbales étaient de loin la principale forme de revendication. Cela met en évidence l'importance du débat politique entre les politiciens traitant la « crise » (Tableau 2 et Figure 6). En revanche, les autres acteurs (non-politiques) présentent un tableau plus équilibré et utilisent différentes formes de revendication pour entrer dans la discussion. Dans ce contexte, les modèles sont très homogènes d'un pays à l'autre et ne diffèrent pas beaucoup. Mais ceux-ci indiquent aussi que les acteurs de la société civile gagnent en visibilité dans la sphère publique « seulement » par des déclarations verbales plutôt que par la mobilisation.

Les affirmations en faveur de la solidarité sont surtout justifiées par une référence aux droits

de l'homme ou à l'égalité. Les raisons ayant une perspective plus rationnelle ou se référant à des aspects liés à l'identité tels que le nationalisme étaient souvent plus négatives. Pour la plupart des revendications, aucune raison n'a été codée (figure 7).

Confrontation des revendications de solidarité : opposition ascendante sur les médias sociaux

Le débat qui a évolué sur Facebook en septembre 2015 ne reflète pas les discussions sur l'incitation à la haine « incivile » ou la bulle de filtre. Bien au contraire : face aux revendications, les utilisateurs de Facebook réagissent directement aux opinions exprimées dans les médias d'informations. Les commentaires suivent néanmoins une dynamique négative : les affirmations positives sont couvertes de commentaires négatifs, et vice versa. Les dynamiques de (non-)solidarité dominant le discours traditionnel dans les médias d'informations semblent ainsi équilibrées.

Un grand nombre de commentaires Facebook faisaient référence aux revendications ou enjeux abordés dans les articles sous lesquels ils étaient publiés. Un plus petit nombre de commentaires ont contribué au débat général sans y répondre directement (Figure 10). Par ailleurs, les auteurs de ces commentaires ont souvent soulevé eux-mêmes des revendications (plus de 80% des commentaires). Cela montre que les réponses ascendantes des commentateurs sont généralement en phase avec la communication verticale descendante que l'on retrouve dans les articles de journaux. Les tendances du débat sont donc également reprises dans les commentaires, soulignant à nouveau la pertinence de la remise en cause de la gestion de la migration (Figure 8). Cela va à l'encontre de l'image du discours sur l'incitation à la haine « incivile » ou des bulles de filtre qui est souvent discutée dans les médias sociaux. En admettant ce

constat, nous devons néanmoins considérer le fait que nous avons codé les articles les plus commentés et les commentaires aimés, mais aussi que les journaux animent les discussions sur leurs pages Facebook, en supprimant par ex. des contenus offensants ou discriminants.

Les commentaires étaient en moyenne plus négatifs que les revendications. Ici, un modèle intéressant de « réaction négative » a émergé dans presque tous les pays. En Pologne, par exemple, où les revendications codées dans les articles de journaux étaient plutôt positives et où les commentaires étaient plutôt négatifs. Le seul pays n'ayant pas confirmé cette dynamique était la Grèce ; par contre, les revendications y étaient très divisées et évaluatives alors que les commentaires étaient souvent plus neutres, ce qui pourrait être interprété comme une autre forme de réaction négative (tableau 4).

Il semble donc que plus les revendications étaient positives, plus les commentaires étaient négatifs. On peut l'interpréter comme une expression de la critique et de la méfiance à l'égard des représentants surtout politiques qui étaient présents avec leurs revendications. Dans ce cas et en réponse à cela, les commentateurs ont surtout appelé à prendre des décisions politiques. Dans l'ensemble, 73% des revendications ne contenaient toutefois pas d'appel à l'action (Tableau 3).

Les raisons données dans les commentaires portaient principalement sur les droits de l'homme, des devoirs religieux et des motifs historiques. Il est intéressant de noter que les revendications anti-migrants étaient plus souvent justifiées que les revendications pro-migrants, ce qui montre que l'élan de solidarité est « naturel » en temps de crise et n'a pas besoin d'indication de raison (Figure 9). Les aspects du comportement de préjugé en matière de « désirabilité sociale » des anti-réfugiés ont donc besoin d'une raison alors qu'ils n'en ont pas besoin pour les pro-réfugiés.

Dans l'ensemble, notre analyse montre une image de Facebook en tant que forum de contestation des discours traditionnels. Des recherches antérieures ont montré que les commentaires Facebook ne devraient pas être considérés comme représentatifs de l'opinion publique. Cependant, nos résultats provenant d'une analyse des articles les plus consultés et des commentaires montrent que nous pourrions approfondir cette question pour mieux comprendre les circonstances dans lesquelles les commentaires peuvent être plus ou moins représentatifs. Cela devrait également être lié aux politiques de modération des titulaires de compte qui peuvent influencer l'évolution de ces débats.

Leçons à tirer

Les politiciens et intervenants dominant en effet le débat public sur la solidarité envers les réfugiés et ont donc une plus grande influence, mais aussi une responsabilité supérieure dans le déroulement du débat. L'élan de solidarité européen en septembre 2015 s'est perdu depuis que les politiciens se sont concentrés sur la gestion de la migration et la problématique en découlant plutôt que d'offrir une vision ou un discours de solidarité orientant la société. Ils n'ont pas réussi à convaincre les citoyens que les périodes de crise peuvent demander une redéfinition des zones de confort et un dépassement des inquiétudes par souci de solidarité pour ceux qui en ont désespérément besoin. En enlevant littéralement le principe de solidarité que l'Union européenne avait promis de défendre, beaucoup de choses sont à améliorer.

En septembre 2015, la culture de l'accueil représentée par les acteurs de la société civile et les citoyens semblait être le discours dominant, mais il a été repoussé par le discours politique sur la gestion et les problèmes. De manière plus générale, les acteurs de la société civile ou représentants non politiques ont eu du mal à entrer dans la discussion à ce moment. Mais cela pourrait aggraver inutile-

ment les perceptions négatives de la crise et montrer qu'il faut attendre et compter sur les politiciens pour arranger les choses et que les citoyens ne peuvent rien changer d'eux-mêmes. En prenant comme exemple la fameuse « culture de l'accueil » allemande, il est important de montrer à quel point les citoyens peuvent s'impliquer et de quelle manière ils peuvent se montrer solidaires pour ceux qui en ont besoin.

Dans le même esprit, nos résultats montrent une connotation très négative du discours de solidarité sur les réfugiés, en particulier par les acteurs politiques. La recherche sur les effets médiatiques a montré à quel point les contenus médiatiques sur la migration et les réfugiés peuvent engendrer des valeurs non démocratiques et la montée de partis extrémistes. Les politiciens - mais aussi les médias - contribuent ainsi à la mise en péril de la cohésion sociale des sociétés en prônant les inégalités. Cependant, comme on peut le voir dans la dynamique négative des commentaires Facebook, les citoyens peuvent percevoir un discours trop positif comme cynique et ne pas répondre aux insécurités en adoptant un comportement plus négatif. Il est donc fortement recommandé aux politiciens et médias d'assumer leurs responsabilités et de travailler sur un discours équilibré en traitant les sujets de manière compréhensible et factuelle sans stigmatiser les groupes de population et sans renforcer les inquiétudes liées à la crise.

Pour ce qui est notamment de la dynamique des communications Facebook, nos résultats ne montrent pas de discussions « inciviles » dans les médias sociaux ou une réticence des utilisateurs à prendre des opinions qui ne correspondent pas aux leurs. Au contraire, les auteurs des commentaires répondent souvent directement aux revendications ou aux problèmes soulevés dans les articles. Même si nous n'avons pas analysé les commentaires liés aux réponses directes, les utilisateurs sont donc attentifs, ce qui pourrait être un élément

à approfondir. De plus, l'interactivité sur les médias sociaux (par ex. les discussions entre les titulaires de compte Facebook et les auteurs de commentaires) n'est pas encore suffisamment exploitée dans le cadre des recherches. Les politiciens ne devraient donc pas avoir peur ou hésiter à discuter directement avec les auteurs des commentaires.

Une autre raison pour laquelle les stratégies des médias sociaux devraient être plus interactives est que la réactivité des auteurs de commentaires pourrait être utilisée par ces personnes qui font campagne et se mobilisent contre les réfugiés. Les militants de la solidarité ne doivent donc pas laisser le champ libre aux camps anti-réfugiés. Les acteurs politiques plus favorables aux réfugiés devraient notamment redoubler d'efforts pour avoir plus d'impact médiatique (social) et imposer des politiques de modération favorisant un débat « civil ». En mettant un accent particulier sur des stratégies en faveur de la solidarité, les protestataires pourraient orienter les débats sur les médias sociaux et contribuer ainsi à un discours équilibré sur la solidarité avec les réfugiés.

Les politiciens devraient préserver la solidarité et ne pas céder à l'opportunisme pour l'attention à court terme des médias et du public. Ils devraient soutenir publiquement les causes de la société civile, ou les inclure dans leurs discours et leurs actions. Cela permettrait non seulement de motiver les citoyens à se joindre au mouvement et à s'engager, mais aussi de promouvoir la solidarité en donnant une voix aux défenseurs des droits des réfugiés. À long terme, cela réduirait aussi les inquiétudes générales et favoriserait la cohésion sociale de la société en tant que telle.

Paramètres de recherche

TransSOL est un projet de recherche financé par l'UE qui décrit et analyse les initiatives et les pratiques de solidarité dans une période où l'UE est confrontée aux conséquences de la

crise économique et financière de 2008, à la gestion de la « crise des réfugiés » et au résultat du référendum de 2017 sur le Brexit. Le cinquième groupe de travail de TransSOL a procédé à l'étude systématique du contenu de la presse écrite et des médias sociaux et à l'analyse des identités collectives et de la solidarité dans la sphère publique en se concentrant clairement sur la « crise des réfugiés » de 2015/2016. L'objectif était de comprendre les dynamiques et formes de contestation de la solidarité à l'égard des réfugiés dans huit pays, en considérant le discours tenu dans les médias traditionnels ainsi que les réponses au discours dominant dans les commentaires des utilisateurs des médias sociaux. Nous nous sommes plus précisément appuyés sur la méthode d'analyse des revendications en place dans les trois plus grands journaux du Danemark, de France, d'Allemagne, de Grèce, d'Italie, de Pologne et du Royaume-Uni et dans les cinq plus grands journaux de Suisse. Nous avons également examiné la page Facebook de chacun de ces journaux et analysé les commentaires d'utilisateurs les plus « appréciés » publiés sous les articles les plus commentés.

Nous avons défini le terme revendications comme étant une intervention verbale ou non verbale faite publiquement par n'importe quel acteur (y compris les personnes engagées dans des actes de solidarité) au sujet des intérêts, des besoins ou des droits des réfugiés. Les revendications de solidarité sont exprimées dans le but de renforcer, d'affirmer ou de soutenir ces intérêts, besoins ou droits des réfugiés ou, au contraire, de les rejeter, de les affaiblir ou de les désapprouver. Nous avons codé en tout quelques 700 revendications par pays pour un total de 6093 revendications, ajoutées à plus de 300 commentaires par pays (2400). Ces deux types de données, revendications et commentaires,

sont étudiés séparément, mais la structure de notre fichier de données peut connecter ces données et permettre aux chercheurs de confronter les revendications parues dans les journaux directement avec les commentaires reçus.

L'analyse des revendications possède plusieurs variables centrales : le protagoniste (par ex. le premier ministre), la forme de la revendication (par ex. un discours au parlement), l'enjeu (par ex. la gestion des frontières), la position par rapport aux réfugiés (par ex. positive ou négatif) et la raison (par ex. par rapport à des intérêts d'ordre pragmatique). Les destinataires ayant été appelés à agir ont également été encodés. Nous avons aussi encodé les acteurs réprimandés ou félicités. Enfin, nous avons codé les domaines et nationalités de tous les acteurs impliqués dans la revendication. L'analyse des commentaires a suivi un parcours très similaire, car nous avons également permis le codage des revendications au sein des commentaires. D'autres éléments des commentaires ont été capturés en demandant la référence du commentaire : Est-ce qu'il faisait référence à l'article sous lequel il a été publié ou à une revendication soulevée dans celui-ci ? Ou s'agissait-il uniquement d'une déclaration faite pour contribuer au débat plus large sur la crise des réfugiés ? La fiabilité de ces variables a fait l'objet de plusieurs tests approfondis avec un examen de la fiabilité au sein des équipes nationales et entre les huit équipes impliquées. Certaines variables ont été jugées plus problématiques que d'autres, mais les responsables de groupe de travail ont réussi à former les codeurs à un degré qui nous permet d'obtenir de la base de données des conclusions fiables sur la manifestation de la solidarité à l'égard des réfugiés dans le domaine public.

Annexe

Figure 1: Répartition des revendications de solidarité dans les journaux suivant la période

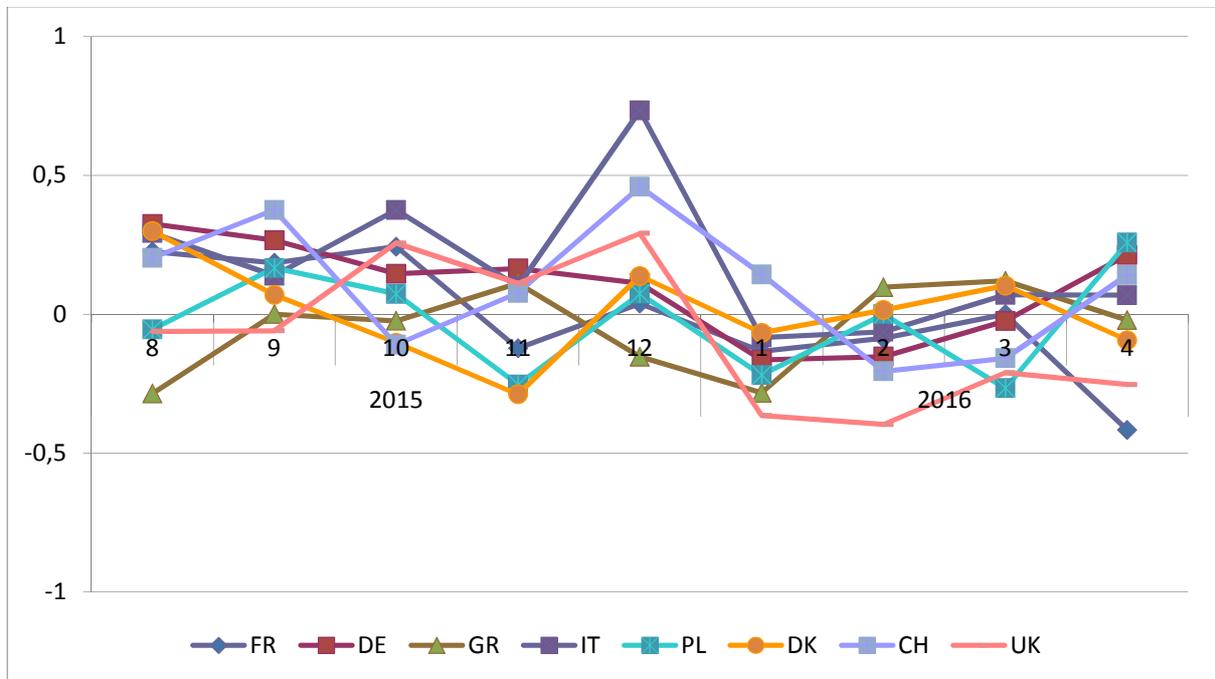


Figure 2: Position moyenne des acteurs politiques et non politiques suivant la période

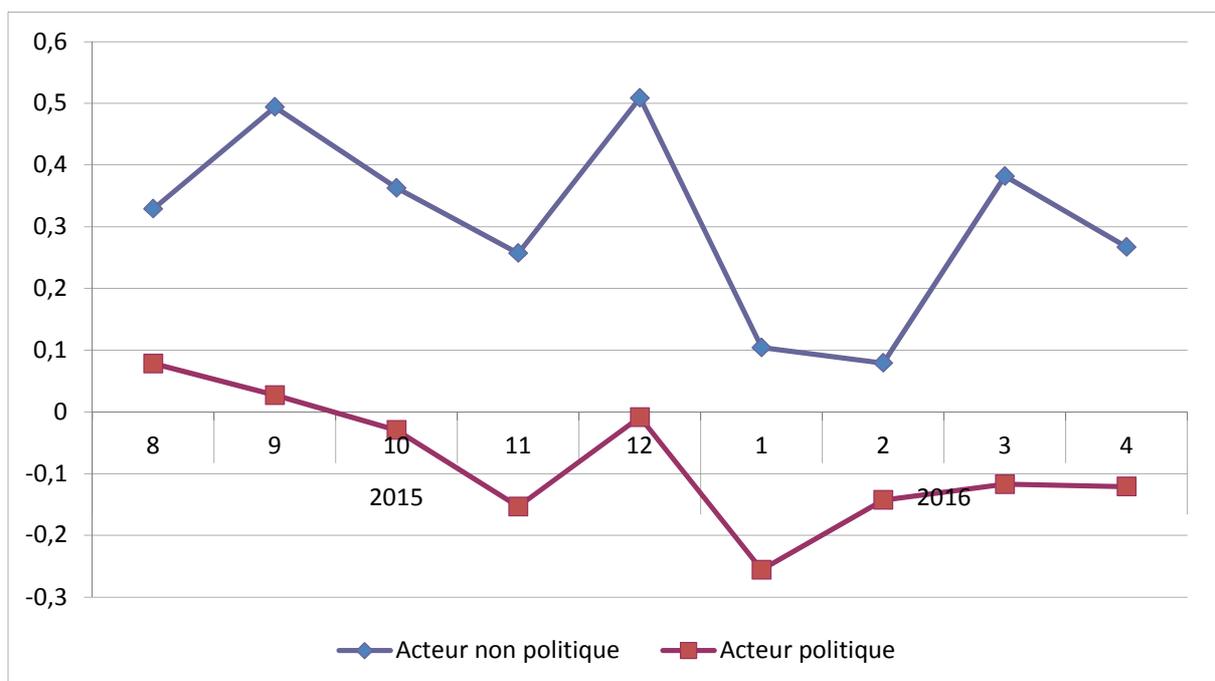


Figure 3: Position moyenne des protagonistes selon leur portée

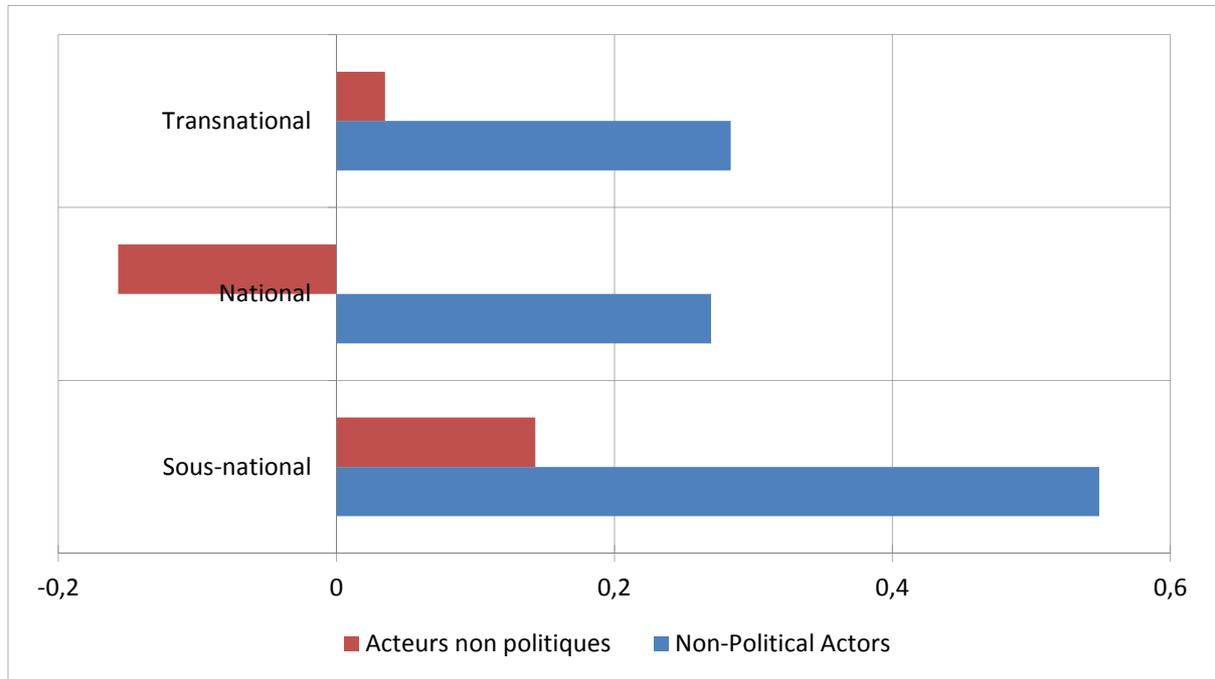


Figure 4: Position moyenne des acteurs selon la nationalité des protagonistes

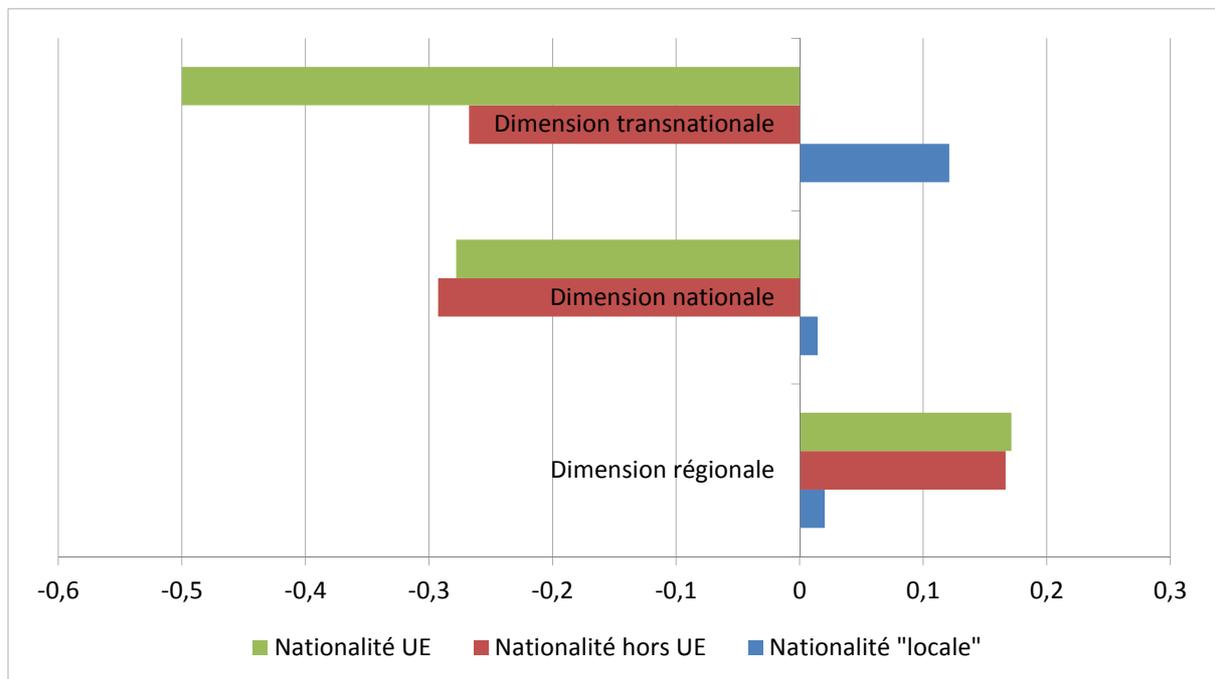


Figure 5: Position moyenne selon les questions abordées dans les revendications de solidarité entre les pays

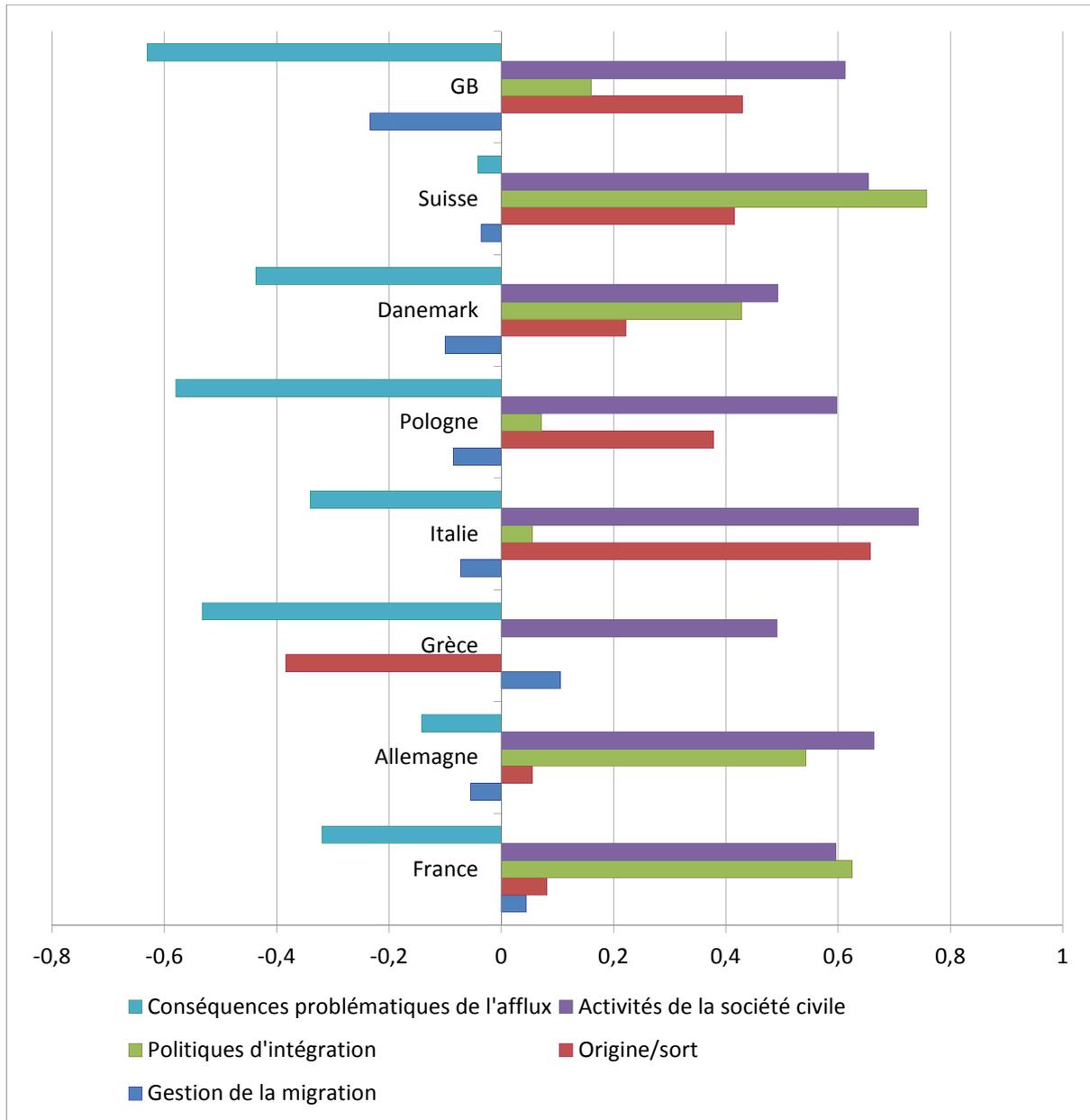


Figure 6: Formes d'action selon les acteurs politiques/non politiques et les pays dans les revendications parues dans les journaux

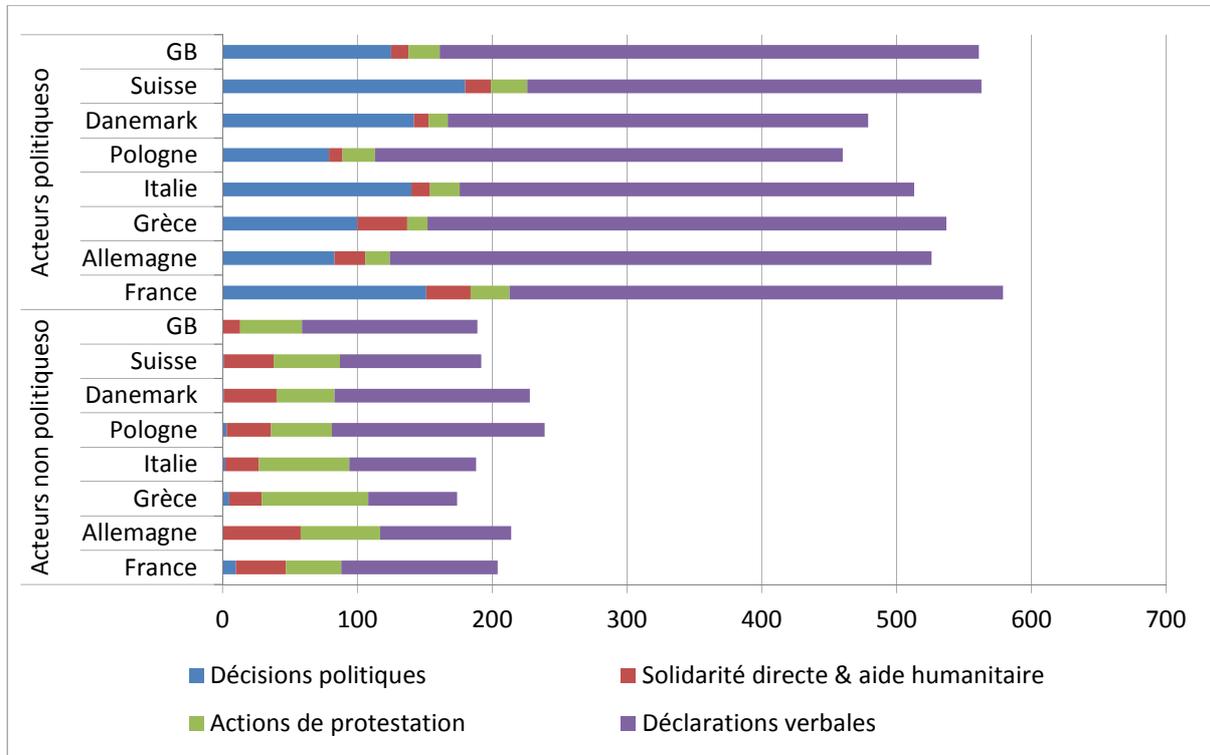


Figure 7: Raisons des revendications parues dans les journaux et leur position moyenne

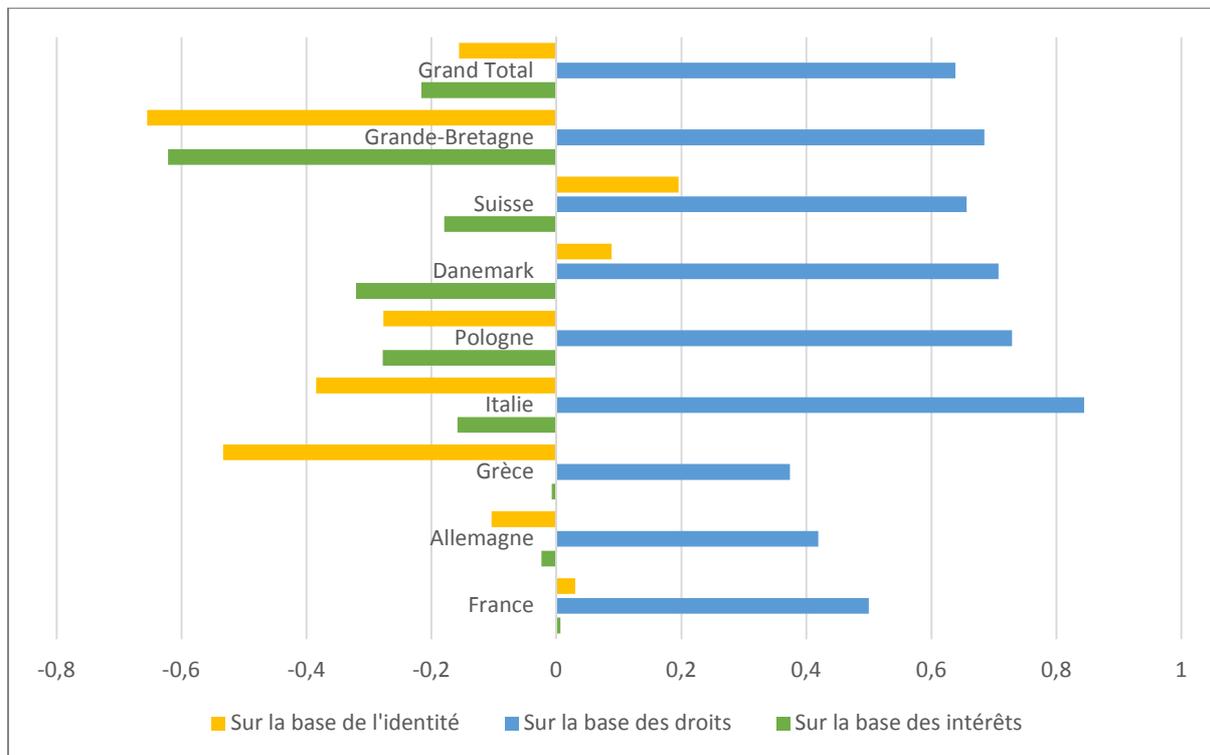


Figure 8: Comparaison des enjeux soulevés dans les revendications et commentaires en ligne

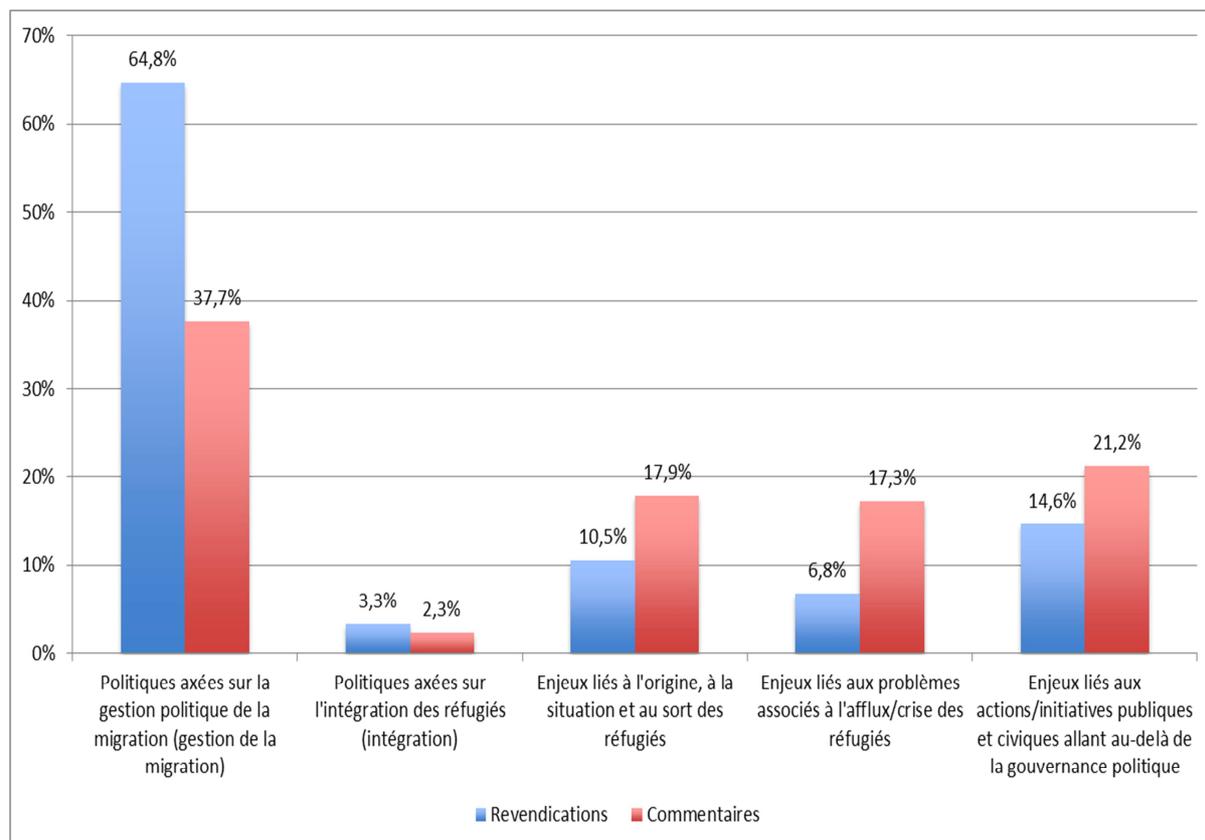


Figure 9: Ton des commentaires justifiés et non justifiés

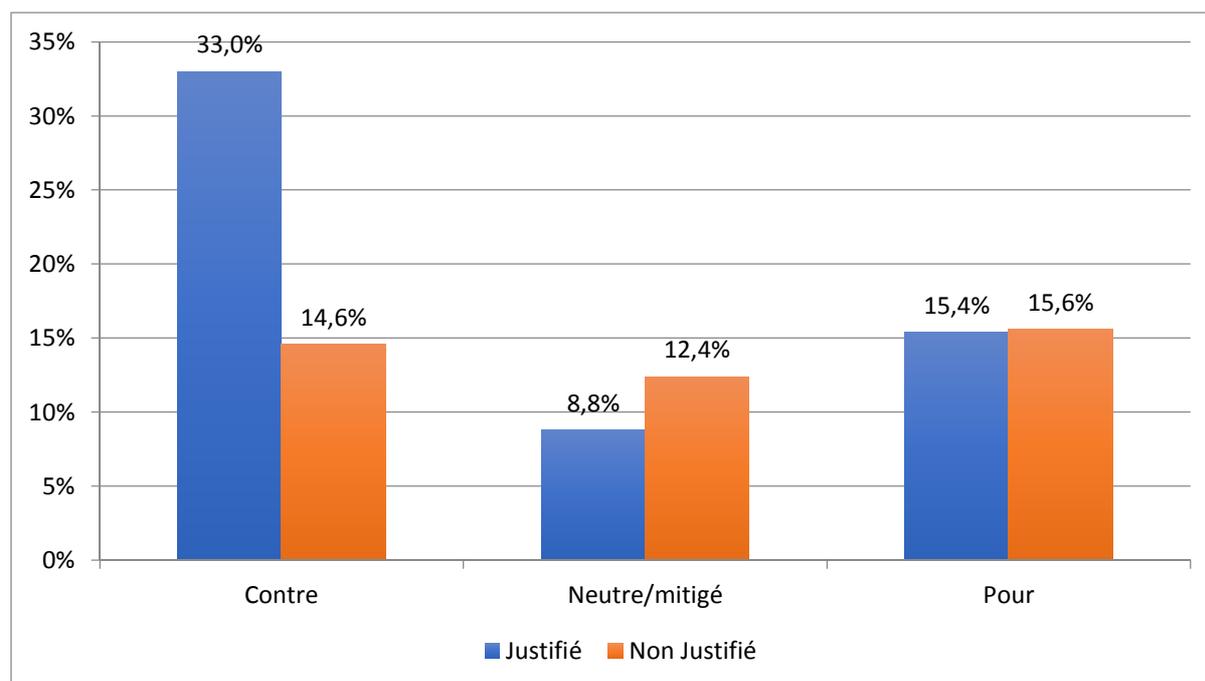


Figure 10: Partages des différents types de commentaires

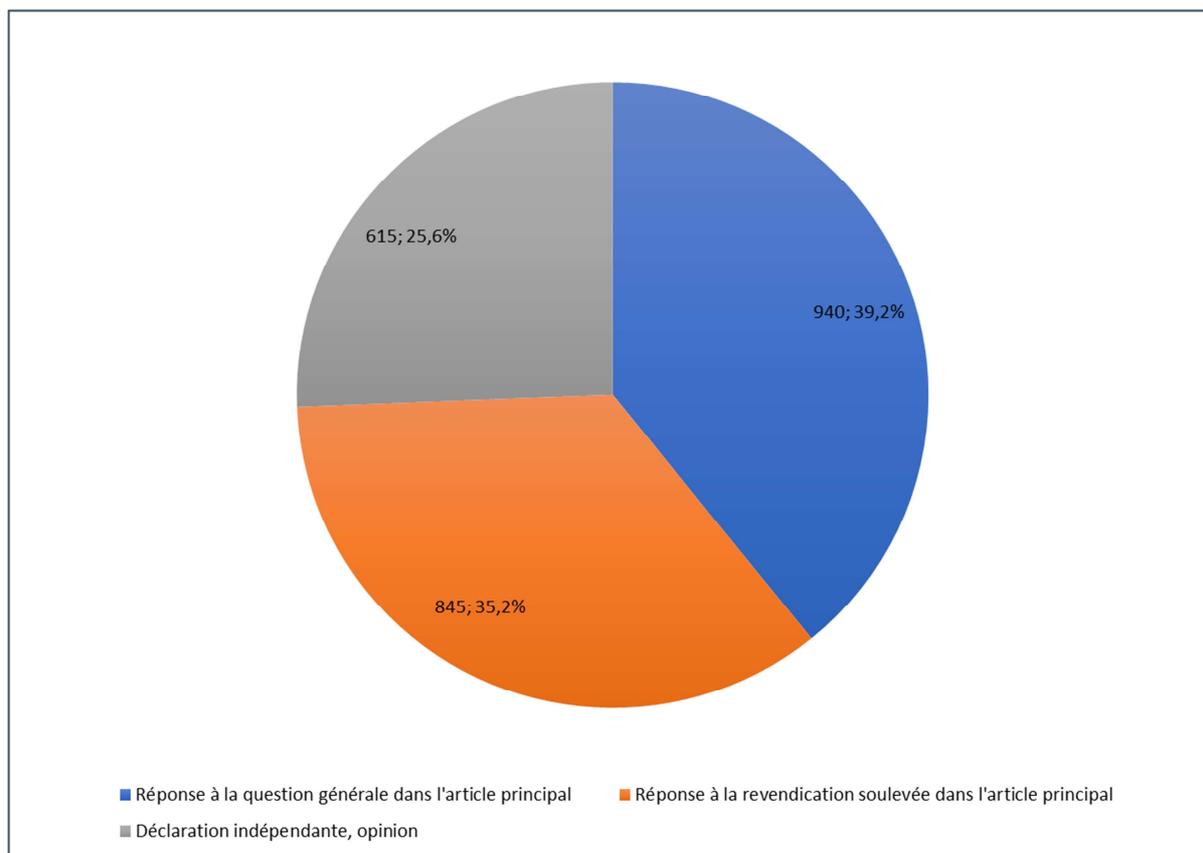


Tableau 1: Appels à l'action communiqués dans les commentaires

	Action politique/en justice	Solidarité directe	Mobilisation d'aide humanitaire	Actions de protestation	Mesures répressives	Mobilisation en ligne	Autres	Aucune action
France	30.7%	2.6%	0.7%	1.8%	0.0%	9.1%	0.4%	54.7%
Allemagne	10.9%	3.5%	0.0%	0.0%	0.0%	0.5%	5.5%	79.6%
Grèce	4.3%	1.4%	0.0%	1.1%	0.4%	0.0%	0.0%	92.8%
Italie	3.3%	8.8%	0.4%	0.0%	0.8%	0.0%	20.5%	66.1%
Pologne	8.4%	1.7%	0.0%	0.4%	0.8%	0.0%	3.8%	84.9%
Danemark	17.2%	6.0%	0.0%	0.4%	1.7%	0.0%	8.2%	66.4%
Suisse	16.7%	4.4%	0.7%	0.3%	0.7%	0.0%	4.8%	72.4%
Grande-Bretagne	22.7%	5.4%	0.4%	0.4%	0.0%	1.5%	4.2%	65.4%
Total	14.6%	4.2%	0.3%	0.6%	0.5%	1.5%	5.7%	72.6%

Tableau 2: Thèmes des revendications liées à la « crise des réfugiés » par pays (pourcentages)

	Gestion de la migration	Intégration	Origine des réfugiés	Conséquences de la crise des réfugiés	Initiatives publiques/civiques
France	64.9	5.2	10.9	11.9	7.1
Allemagne	49.9	8	12.3	16.2	13.6
Grèce	66.1	2.9	11.6	11	8.4
Italie	65.5	2.6	15.4	7.1	9.4
Pologne	62.4	4	10.6	9.9	13.1
Danemark	66.5	8.9	7.6	7.8	9.2
Suisse	66.1	4.2	8.4	6	15.3
Grande-Bretagne	68.1	3.2	15.9	8.6	4.2
Total	63.7	4.9	11.6	9.8	10

Tableau 3: Formes des revendications parues dans les journaux sur la « crise des réfugiés » par pays (pourcentages)

	Décisions politique	Solidarité directe + aide humanitaire	Actions de protestation	Déclarations verbales	Inconnu
France	21.4	9.5	8.9	59.9	0.3
Allemagne	11.2	11	10.4	67.4	0.0
Grèce	15	9.1	13.9	61.9	0.0
Italie	20.3	5.6	12.7	61.5	0.0
Pologne	11.8	6.1	9.8	72.2	0.0
Danemark	20.3	7.1	8.1	64.6	0.0
Suisse	24.4	8.3	9.7	57.7	0.0
Grande-Bretagne	16.8	3.4	9.4	70.4	0.0
Total	17.7	7.5	10.4	64.4	0.0

Tableau 4: Partages des revendications et commentaires en ligne selon le ton employé

	Revendications parues dans les journaux			Commentaires		
	Anti	Neutre	Pro	Anti	Neutre	Pro
France	28.5%	24.5%	47%	53.3%	26.3%	20.4%
Allemagne	22.6%	28.2%	49.2%	55.2%	21.4%	23.4%
Grèce	41.5%	17%	41.5%	24.6%	42%	33.3%
Italie	31.9%	22.3%	45.8%	27.6%	23%	49.4%
Pologne	27.2%	29%	43.8%	75.3%	15.9%	8.8%
Danemark	39.3%	14.5	46.2%	47.4%	12.9%	39.7%
Suisse	24%	14.4%	61.6%	48.8%	16.4%	34.8%
Royaume-Uni	40.7%	24.6%	34.7%	52.3%	10%	37.7%
Total	30.7%	22.3%	47%	47.7%	21.3%	31.1%